

Pour le pouvoir, elle présente de multiples avantages. Et d'abord une énorme capacité de persuasion : on y croit, parce qu'on « le voit ». Sans connaître pour autant comment les informations ont été triées, sélectionnées, montées pour donner une certaine version de la réalité. Ensuite, le fait qu'elle s'adresse à la masse : c'est la première fois qu'un message émanant du président de la République ou d'un ministre vient toucher immédiatement à domicile, et de façon vivante la quasi-totalité de la population.

De Gaulle, le premier, a compris le parti à tirer de l'instrument. On a dit qu'il était télégénique. Disons plus clairement que la télévision est devenue sous le gaullisme, et continue d'être, avec les multiples apparitions présidentielles et ministérielles, l'instrument quotidien du plébiscite.

C'est pourquoi elle doit absolument marcher au pas, obéir au doigt et à l'œil, sans bavures...



« Les journalistes de l'ORTF ne sont pas des journalistes comme les autres ».

« Etre journaliste à l'ORTF, ce n'est pas la même chose que d'être journaliste ailleurs ».

Pompidou



En effet :

20 février 1970 : interview de Séguy sur la 1ère chaîne qui met en cause dans une phrase le gouvernement. La phrase est censurée.

27 mai 1970 : lors des manifestations pour le procès Le Bris et Le Dantec, le journaliste de l'ORTF, Dominique Laury parle des brutalités des forces de l'ordre. Interdit d'antenne pendant plusieurs mois. En août 1970 : des interviews de Mitterrand et Duclos sont mis au frigidaire sans avoir été diffusées. Suppression d'émissions fréquentes.

La consigne pour les journalistes est de « provoquer le moins de vagues possibles ».

On parle plus de l'étranger que de la France. Il faut montrer que cela va encore plus mal ailleurs que chez nous. Pour cela, il faut faire une « télévision du bonheur ». D'où l'élimination de l'équipe d'Information Première accusée de trop parler des grèves.

6

Affaire Chabalier accusé par l'Elysée de partialité dans son reportage sur le voyage de Pompidou en Lorraine (mars 72).

Depuis la reprise en main de l'ORTF par Arthur Conte, député UDR, les choses sont claires.

1) Arthur Conte a été nommé pour préparer les élections.

Il les prépare.

A la tête de chaque chaîne, un gaulliste bon teint :

— 1ère chaîne : Jacqueline Baudrier, UDR jaune en Mai 68 ;

— 2ème chaîne : Sabbagh, homme du pouvoir ;

— 3ème chaîne : Guillaud, auparavant en poste à l'Elysée.

Par exemple, Jean Lefèvre, rédacteur en chef de la 2ème chaîne déclare : « on n'est pas là pour dire qu'il y a des riches et des pauvres et pour montrer ce qui est triste et laid ».

Ainsi, le journaliste qui a assuré le reportage sur la grève des mines de potasse d'Alsace est le seul journaliste affilié à la CFT.

2) et préparer le démantèlement

Par la création de régies et de sous-régies qui spécialisent le personnel : création de cellules autonomes qu'on peut revendre une par une au secteur privé. Les plans sont déjà prêts. Après les élections, il faut s'attendre à voir le monopole voler en éclats.

Au niveau des stations régionales, c'est le préfet qui dirige pratiquement les programmes. Inaugurations, discours, pose de première pierre. Ex. : à Dijon, le préfet de la région est déjà passé cinq fois à la télévision régionale pour l'inauguration de l'autoroute du Sud. Un jour trois kilomètres, deux mois plus tard encore 4 kilomètres, etc... A la station Ile-de-France, le rédacteur en chef Hellion appartient aux SAC.

Que réclamons-nous ?



Le démantèlement de l'Office entrepris par le pouvoir aboutirait :

- à un renforcement de la main mise des entreprises sur l'information ;
- à un renforcement de l'arbitraire et des clauses de censure directe ou d'auto-censure imposées au personnel comme l'illustre le contrat proposé aux réalisateurs ;
- à un affaiblissement de la cohésion des personnels et de leur capacité de défense contre la dégradation des conditions de travail, tant matérielles qu'idéologiques.

C'est pourquoi :

- nous nous opposons au démantèlement de l'Office et exigeons la titularisation des personnels occasionnels ou sous contrat ;
- nous nous opposons à toute forme de censure directe ou indirecte et exigeons un droit de contrôle sur les programmes de la part des personnels et des organisations ouvrières ;
- nous exigeons l'expropriation des grands trusts de l'information, et en premier lieu du trust Hachette.

Il s'agit là de la défense élémentaire des personnels et de la lutte contre l'assujettissement de l'information par le pouvoir. Il est clair qu'un gouvernement des travailleurs issu d'une mobilisation populaire bouleverserait l'utilisation et la fonction des moyens de communication.

7

Sur le plan national, il instaurerait une gestion commune des grands moyens d'information, qui serait assurée par le pouvoir central des travailleurs émanant des conseils ouvriers et les personnels de la radio et de la télévision. Ainsi ces moyens deviendraient largement accessibles aux collectivités vivantes, politiques, syndicales et culturelles, représentatives des problèmes et des activités réelles de la société. De même, les programmes, à la place des jeux et variétés abêtissantes des Guy Lux et autres, feraient une large place à la recherche artistique et culturelle.

Mais surtout, l'appareil central d'information tendrait à voir son importance réduite dans la mesure même où se multiplieraient les centres d'initiative et d'activité : à partir des entreprises et des collectivités locales. Alors les moyens actuels de communication comme les vidéo-cassettes et la télé par câbles trouveraient leur utilisation véritable comme instruments d'échange politique et culturel entre collectivités. L'information indifférenciée à sens unique céderait le pas à une authentique communication entre collectivités agissantes. Ainsi pourrait s'instaurer le grand débat nécessaire à l'élaboration d'un plan démocratique et à l'édification du socialisme !

Aujourd'hui, le pouvoir et Arthur Conte en tête, présentent la télévision du divertissement comme compensation légitime d'un travail pénible. Ils disent que c'est trop demander aux travailleurs que de prétendre leur confier la prise en charge des grands problèmes. Dans l'état actuel des choses, oui. Mais une société qui aurait réduit de moitié le temps de travail et conçu différemment le travail lui-même permettrait une autre utilisation du temps dit « libre » : non plus un délasserement passif, mais une activité créatrice de tous, exaltante, à la mesure des possibilités nouvelles ouvertes par le renversement du capitalisme.

Série
« Qu'est-ce que... — Documents Ligue Communiste »

- a - La violence.
- b - Les augmentations uniformes.
- c - La santé.
- d - L'école.

à paraître :
L'Europe rouge.
Les transports.
Le logement.
L'oppression des femmes.
Les paysans.
La pollution.
La police.
L'armée.
La justice.
Les TOM-DOM et les colonies.
Les fascistes et l'UDR.
L'inflation.
Le chômage.
Le gaspillage.
Les immigrés.
L'internationalisme prolétarien.
L'impérialisme.
L'ORTF.
Les nationalisations.
L'autodéfense ouvrière.

LE VOTE ELECTRONIQUE

- UN COUP POUR L'U.D.R.
- DEUX COUPS POUR L'UNION DE LA GAUCHE.
- POUR LA LIGUE LAISSEZ VOTRE NOM, ON VOUS ÉCRIRA.



SOUTENEZ ROUGE

ABONNEZ-VOUS !

Je désire m'abonner à Rouge.

Nom :

Adresse :

Abonnement choisi :

Tarif des abonnements :

	la France	l'Étranger	
	ouvert fermé	ouvert	fermé
Pour un an	90 150	110	180
six mois	45 75	55	90

Par avion, écrire à Rouge.

Seules les demandes accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.

Pour tout changement d'adresse, joindre 1 f 50 et la dernière bande.

Rouge - 10 impasse Guéménée
75004 - Paris (4ème)

8